

Observatoire

Observatoire des RIP

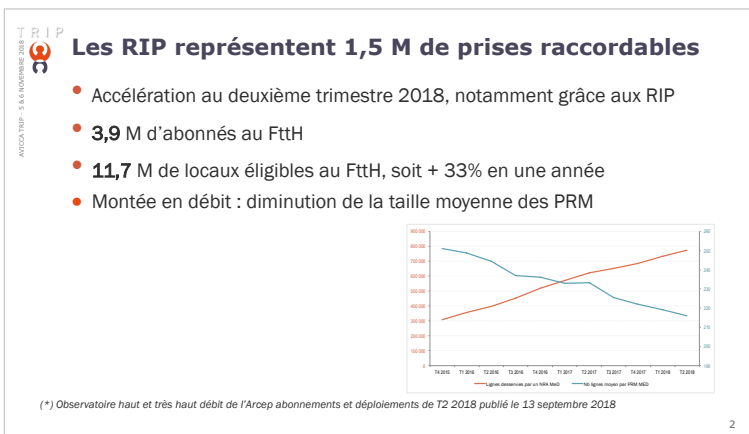
- **Thierry JOUAN**, Délégué général adjoint - Avicca

Thierry JOUAN, Délégué général adjoint - Avicca

Cet observatoire concerne essentiellement les RIP de 2^{ème} génération mais je dirai aussi quelques mots sur les RIP dits de 1^{ère} génération.



Observatoire des RIP



2

Les RIP représentent 1,5 millions de prises raccordables

Les chiffres du 2^{ème} trimestre 2018 sont établis sur la base de l'observatoire de l'Arcep au 2^{ème} trimestre 2018. Après un ralentissement au 1^{er} trimestre 2018, les chiffres montrent une accélération au 2^{ème} trimestre portée notamment et essentiellement par les réseaux d'initiative publique.

Au total, 7,9 millions de foyers sont connectés au THD (supérieur à 30 Mbits/s), dont 3,94 millions en FttH. 11,7 millions de locaux sont éligibles au FttH, soit une augmentation de 33% en un an, dont 1,5 million grâce aux RIP.

Bien que ce bilan soit très positif, l'ARCEP souligne toutefois que le rythme des déploiements ne permet toujours pas de respecter les objectifs nationaux et notamment de concrétiser les intentions fin 2020 dans les anciennes zones AMII.

Ces données sont disponibles en Opendata sur le site de l'Arcep et sous forme cartographique : <https://cartefibre.arcep.fr>. Certaines fonctionnalités sont vraiment intéressantes, notamment le mode avancé (en bas à droite sur la carte) qui fournit le détail au niveau des zones arrières de PM, et l'onglet navigation qui permet d'accéder directement aux territoires ultramarins.

Concernant la montée en débit sur cuivre, la progression des mises en service se fait sur des PRM de plus en plus petits (comme le montre cette courbe) avec une diminution du nombre de lignes moyen. Cela provient notamment des évolutions de l'offre avec la v6 qui a été publiée en début d'année.

La dynamique des RIP se poursuit

Enquête AVICCA auprès des opérateurs de RIP* (bilan commercial consolidé à mi-2018)	Total	Croissance annuelle
CA consolidé (2017)	609 M€	27%
Entreprises connectées en fibre optique	33 773	46%
Services publics connectés en fibre optique	11 969	31%
Usagers finaux grand public en lignes activées (DSL, WiFi, WiMAX)	792 945	-8%
Clients finaux en FTTH	318 881	49%

(*) Opérateurs ayant répondu sur cette thématique à l'enquête (2018) de l'Avicca : Altitude Infrastructure, Covage, Axione, SFR, Orange, Alsatis, Nomotech, CD Haute-Marne, Métropole Rouen Normandie, CA Nîmes Métropole, CM'IN, SileA, SPL RIN, CA Reims Métropole, CA Soissonnais

3

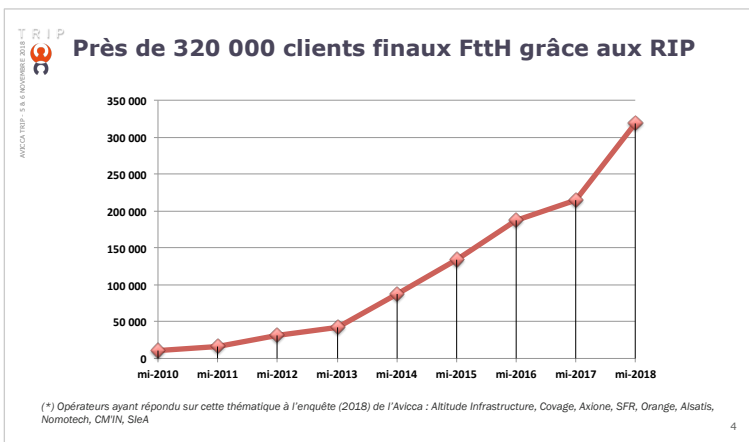
La dynamique des RIP se poursuit

Regardons du côté des réseaux d'initiative publique, avec le résultat de l'enquête annuelle effectuée auprès des opérateurs d'opérateurs sur la base de leur bilan commercial consolidé à mi-2018. Je les remercie à nouveau pour leur participation qui est capitale car elle permet de faire ressortir de manière objective des tendances au niveau national et d'en mesurer aussi les effets dans le temps.

La croissance se poursuit, avec une augmentation importante du chiffre d'affaires et une forte croissance sur la BL0D (46% sur le marché entreprises, 31% sur le raccordement des établissements publics) et sur le FttH (49%).

La baisse du DSL se confirme, de même que sur l'hertzien, ce qui est en partie lié à la poursuite du développement de la montée en débit sur cuivre.

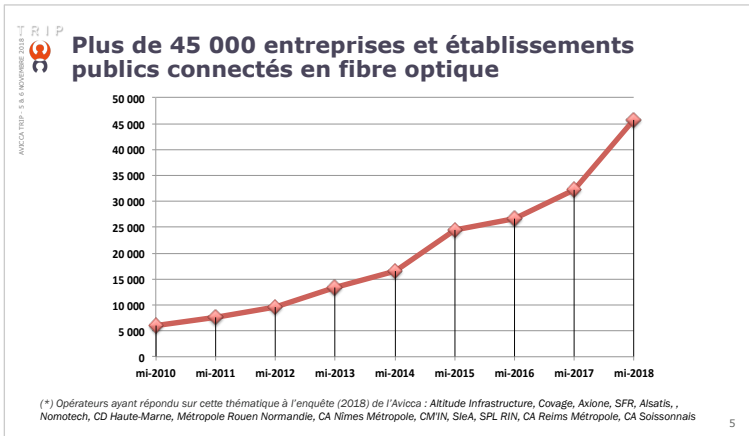
Les récentes annonces d'arrivée des OCEN sur les réseaux d'initiative publique laissent présager une poursuite de cette évolution pour 2019 (Free en Vendée ; SFR dans l'Aisne et en Auvergne, etc.).



Près de 320 000 clients finaux FttH grâce aux RIP

Sur le FttH, la courbe montre cet effet dans le temps avec près de 320 000 clients finaux sur les RIP à mi-2018. La croissance se poursuit et c'est l'effet du Plan France Très haut débit qui se fait nettement sentir à présent, avec une augmentation des abonnements provenant de RIP 2G, même s'il existe toujours un décalage entre le lancement des procédures et l'arrivée effective des abonnés.

La situation devrait évoluer favorablement dans les années à venir puisque des RIP sont entrés en exploitation en 2018 (par exemple dans l'Eure ou le Grand Est) et d'autres devraient le faire d'ici peu ; et puisque certains OCEN deviennent clients des RIP.



Plus de 45 000 entreprises et établissements publics connectés en fibre optique

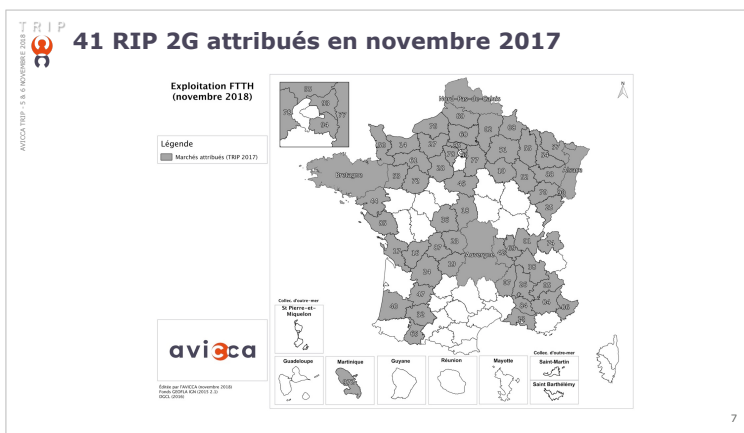
La BLOD est toujours en pleine croissance, sans doute aussi portée par les RIP de 1^{ère} génération.

Observatoire du THD et observatoire des RIP

- À compter du TRIP printemps 2019, mise en place de l'observatoire du THD :
 - Un outil coconstruit entre l'Avicca, la Banque des Territoires et InfraNum
 - Un outil qui traite des données nationales de déploiements
- En plus des sujets fibre optique, l'observatoire traite des territoires connectés, de la formation professionnelle, de l'impact du THD sur les territoires...
- Il sera présenté à chaque TRIP de printemps par InfraNum et l'Avicca
- L'observatoire des RIP restera à l'affiche de chaque TRIP d'automne

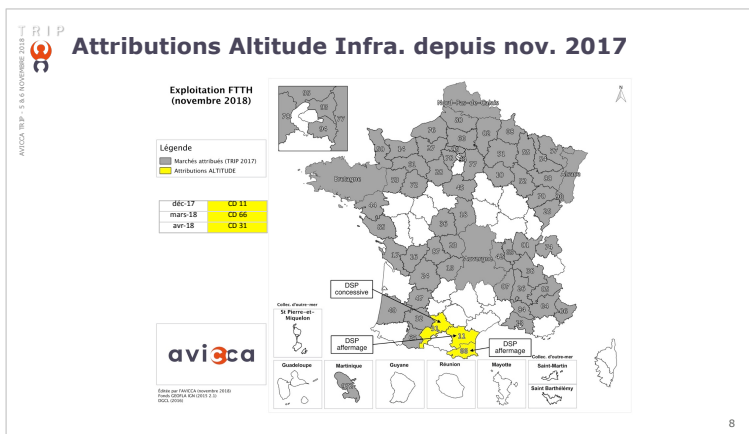
Observatoire du THD et observatoire des RIP

Le TRIP de printemps 2019 sera l'occasion de mettre en place l'observatoire du Très haut débit en France, un outil coconstruit entre l'Avicca, la Banque des Territoires et InfraNum, qui traitera des données nationales de déploiement. En plus des sujets spécifiques sur la partie fibre, cet observatoire traitera des territoires connectés, de la formation professionnelle et plus globalement de l'impact du très haut débit sur les territoires. Il sera présenté à chaque TRIP de printemps par InfraNum et l'Avicca, tandis que l'observatoire des RIP de l'Avicca restera à l'affiche de chaque TRIP d'automne.



41 RIP 2G attribués en novembre 2017

Venons-en au récapitulatif des attributions intervenues durant l'année 2018, et plus exactement depuis le colloque TRIP de novembre 2017. Ce bilan concerne les attributions de marchés relatives à l'exploitation de RIP à l'échelle au moins départementale. Cette année, cinq acteurs ont tiré leur épingle du jeu à des degrés divers.



8

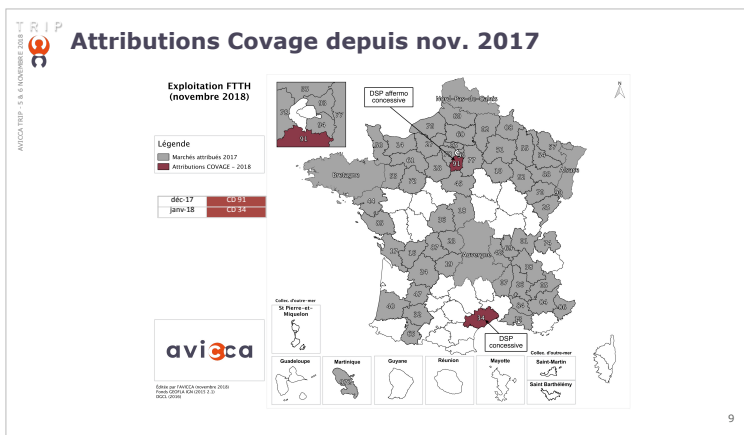
Attributions Altitude Infrastructure depuis novembre 2017

Il y a eu 3 attributions pour Altitude Infrastructure.

Fin 2017, un affermage de 15 ans a été attribué pour le SYADEN dans l'Aude afin de couvrir 100% du territoire, avec une phase 1 de 91 000 prises à couvrir en 4 ans et la mise en œuvre de solutions complémentaires hertziennes pour les zones de phase 2.

En mars, un affermage d'une durée identique a été attribué sur les Pyrénées-Orientales avec une première phase de 150 000 prises à déployer d'ici 2022, suivie d'une seconde pour atteindre un peu plus de 200 000 prises.

Et en avril, en Haute Garonne, une concession de 25 ans a été attribuée pour déployer 280 000 prises en 4 ans, soit un investissement global de 515 millions d'euros dont 31 millions de contribution publique. Ce projet prévoit également 750 000 heures de formation et d'insertion dont 350 000 durant les 4 années de déploiement et le reste durant la phase d'exploitation et de commercialisation, ce qui permet d'éviter un effet de pic.



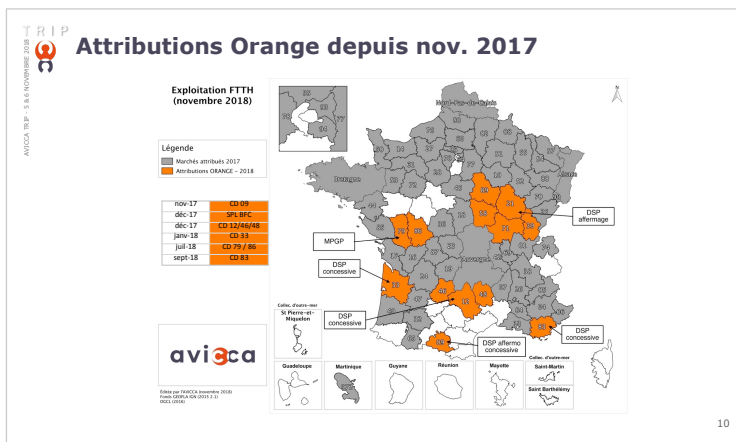
9

Attributions Covage depuis novembre 2017

Il y a eu 2 attributions pour Covage.

Une DSP affermo-concessive de 15 ans pour 110 000 prises sur l'Essonne en décembre 2017, qui vient renforcer la présence de l'opérateur sur ce département où il était déjà présent via les RIP de Seine Essonne THD, Séquantic Télécom ou encore Europ'Essonne. Sur ce projet, Covage est en partenariat avec Orange qui assure l'exploitation et la maintenance du réseau passif.

Une seconde DSP a été attribuée en janvier, cette fois sur l'Hérault, avec une concession de 25 ans pour déployer 255 000 prises en 5 ans, ce qui représente un investissement de 390 millions d'euros, dont 90% à la charge de l'opérateur. Ce projet a fait l'objet d'une présentation en mai dernier lors du TRIP de printemps.



10

Attributions Orange depuis novembre 2017

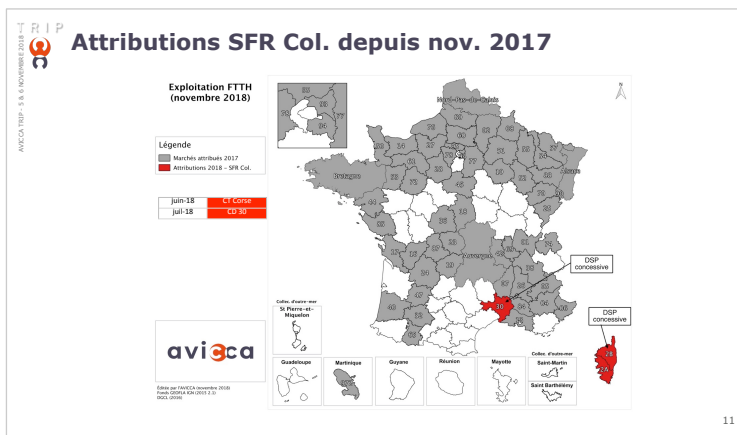
Six marchés ont été attribués à Orange dont trois sont intervenus en fin d'année 2017. Le premier dans l'Ariège avec une DSP affermo-concessive de 23 ans, de 90 000 prises à déployer d'ici 2025. Le deuxième avec la SPL Bourgogne-Franche-Comté et un affermage de 15 ans pour l'exploitation et la commercialisation de 380 000 prises sur 5 départements. Et enfin l'initiative menée par l'Aveyron, le Lot et la Lozère avec une concession de 25 ans pour déployer 365 000 prises en 5 ans sur ces territoires.

Il y a eu trois autres attributions durant l'année 2018. Une première en Gironde avec une DSP concessive de 25 ans, 410 000 prises à déployer en 6 ans pour un budget global de 669 millions d'euros, dont 93 millions d'euros de contribution publique. Le projet comprend également un volet portant sur le développement des usages numériques et d'inclusion financé grâce à des redevances versées annuellement par le délégataire.

Un deuxième marché concerne les Deux-Sèvres et la Vienne, il s'agit d'un marché public global de performance (MPGP).

Et plus récemment, en septembre, il y a eu l'attribution sur le Var d'une concession de 25 ans de 320 000 prises avec une subvention publique de 16,5 millions d'euros.

Pour être exhaustif, il faudrait aussi citer la signature en septembre d'une deuxième tranche conditionnelle sur l'Orne pour ajouter 52 000 prises d'ici 2023 aux 22 000 prévues initialement par la DSP.



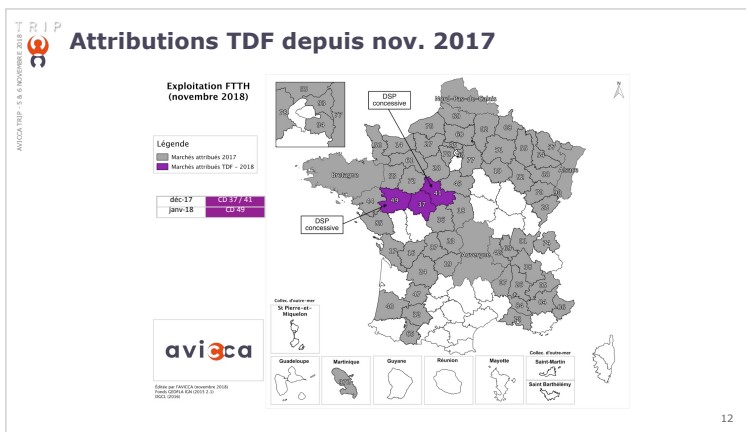
11

Attributions SFR Collectivités depuis novembre 2017

SFR Collectivités s'est vu attribuer deux DSP concessives en 2018.

Une sur la collectivité de Corse en juin, avec une concession de 30 ans pour 160 000 prises à développer en 5 ans et un investissement global de 275 millions d'euros, dont 52 millions de subvention publique. Le projet prévoit également un volet important sur l'emploi et l'insertion puisque l'opérateur s'engage à privilégier l'emploi local en réservant la totalité de la sous-traitance (hors conception) à des entreprises insulaires, avec en outre 30 000 heures de formation et 95 000 heures d'insertion.

La seconde concession a été obtenue sur le Gard en juillet : il s'agit d'une concession de 25 ans pour 255 000 prises à déployer en 5 ans. Le montant global d'investissement de premier établissement est de 210 millions d'euros, dont une subvention publique de 7 millions d'euros qui sera lissée dans le temps puisqu'elle compense le surcoût des raccordements longs. Là aussi, sont prévues 300 000 heures d'insertion (50% en phase de déploiement et 50% en phase d'exploitation) ainsi qu'un volant d'au moins 60 000 heures de formation qualifiante sur la durée du contrat.



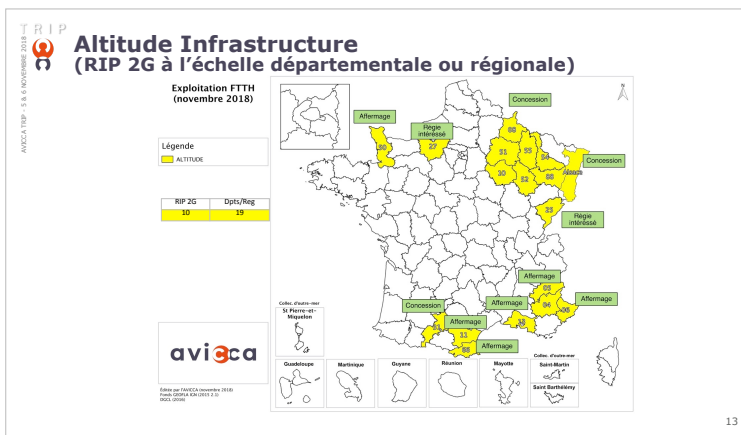
Attributions TDF depuis novembre 2017

Deux attributions sont intervenues pour TDF qui confirme son implication sur les RIP avec tout d'abord, en fin 2017, l'attribution d'une concession de 25 ans sur un projet regroupant les territoires de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher, pour déployer 320 000 prises sur 5 ans, avec un budget global de 490 millions d'euros dont 89% à charge de l'opérateur. 140 000 heures d'insertion et 80 000 heures de formation sont également prévues par ce projet qui a fait l'objet d'une présentation au colloque TRIP de printemps.

En janvier, sur le Maine-et-Loire, une concession de 25 ans a été signée pour 220 000 prises à déployer d'ici 2022, pour un budget de 324 millions d'euros, dont 36,5 de contribution publique.

2018 a donc été une année particulièrement dynamique sur le nombre d'attributions, mais plus encore au regard du nombre de prises que cela représente, puisqu'un calcul rapide donne 3,5 millions de prises. Cela laisse présager une forte croissance des indicateurs précédents d'ici 1 à 2 ans.

D'autres attributions sont également intervenues à l'échelle intercommunale. Je pense notamment à l'agglomération de Pau Béarn Pyrénées dont le projet fera l'objet d'une présentation lors de la première table ronde. Il y a aussi eu des attributions sur d'autres orientations, citons le MPGP Alsatis sur la Vendée pour du THD radio en octobre.

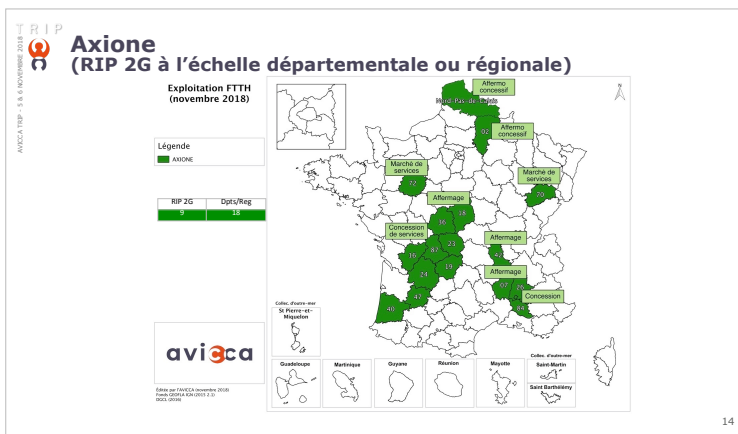


13

Altitude Infrastructure

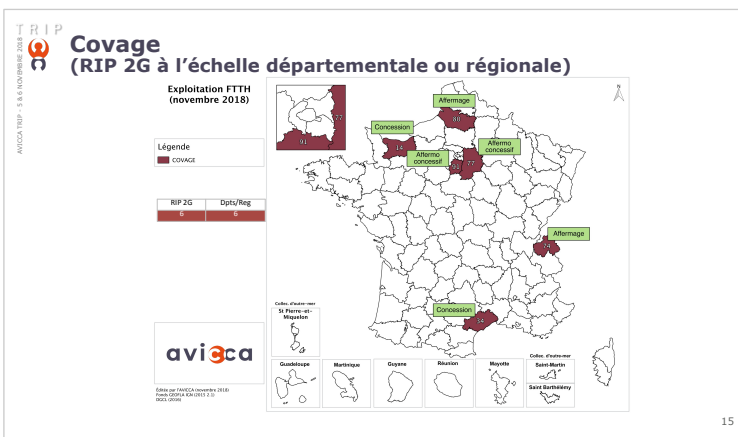
En termes de présence au sein des territoires, voici une vision cartographique pour chaque opérateur. Ces cartes se limitent aux RIP 2G lancés à une échelle départementale ou régionale, et ont pour seul objectif de visualiser la présence territoriale de chaque opérateur (toujours par ordre alphabétique), sans prendre en compte les taux de couverture des projets, les montages ou les phasages.

Altitude exploite 10 RIP 2G couvrant 19 départements.



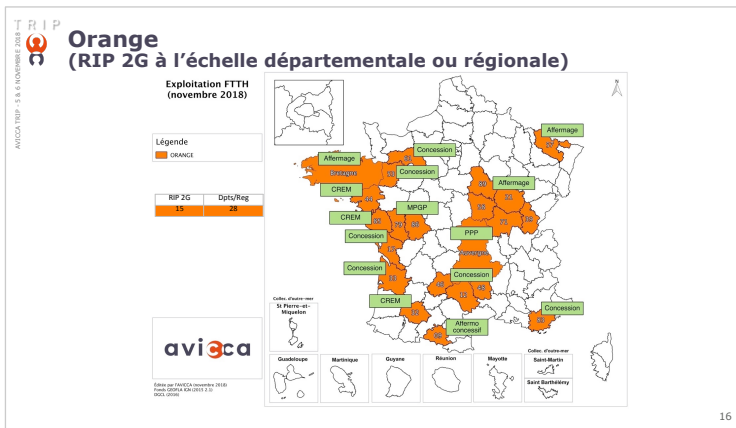
Axione

Axione exploite 9 RIP sur 18 départements.



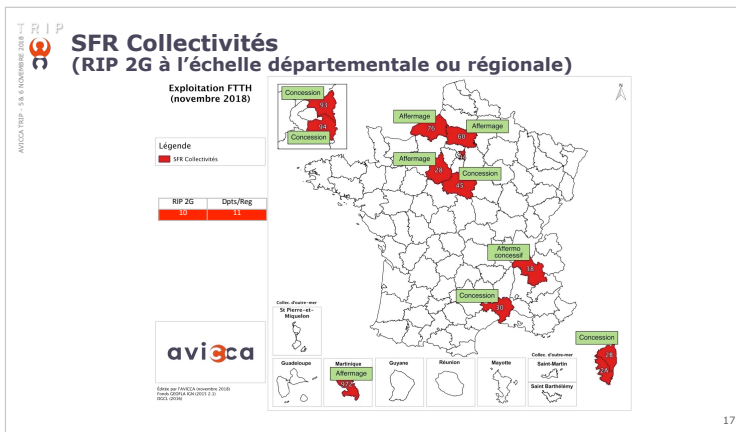
Covage

Covage est présent sur 6 départements avec 6 RIP.



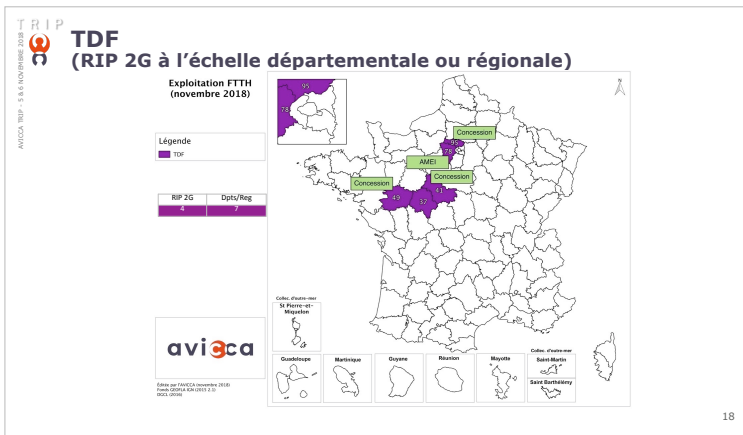
Orange

Orange exploite 15 RIP sur 28 départements.



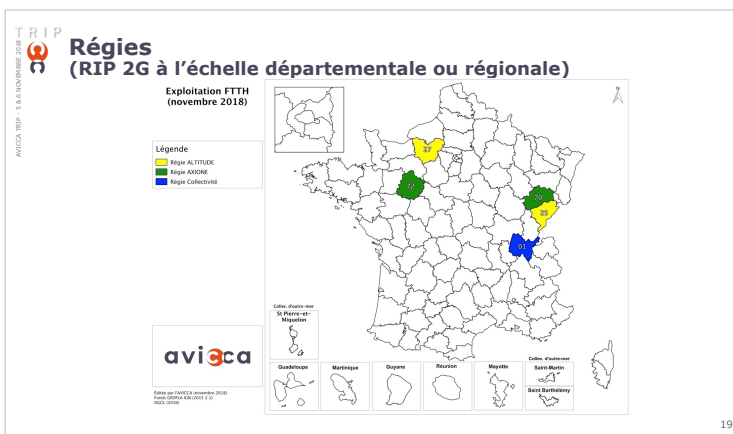
SFR Collectivités

10 RIP sont exploités par SFR Collectivités pour 11 départements.



TDF

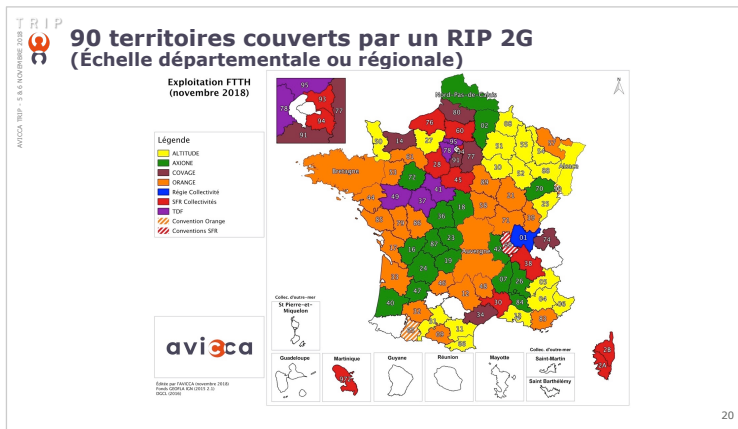
Et le nouvel entrant TDF exploite 4 RIP qui couvrent 7 départements.



Régies

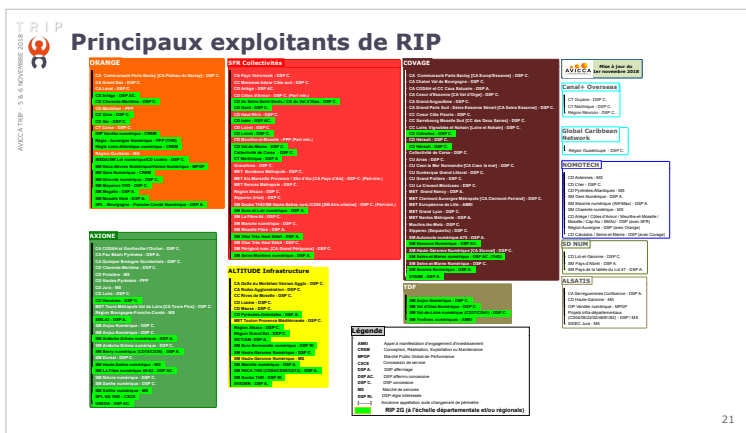
Certaines collectivités ont fait le choix d'exploiter leur réseau sous forme de régie. Dans certains cas, l'objectif est de se donner la possibilité de s'interfacer avec une initiative

prise à l'échelle régionale. Il s'agit souvent de marchés relativement courts, c'est le cas sur le Doubs, l'Eure, la Sarthe ou la Haute-Saône.



90 territoires couverts par un RIP 2G

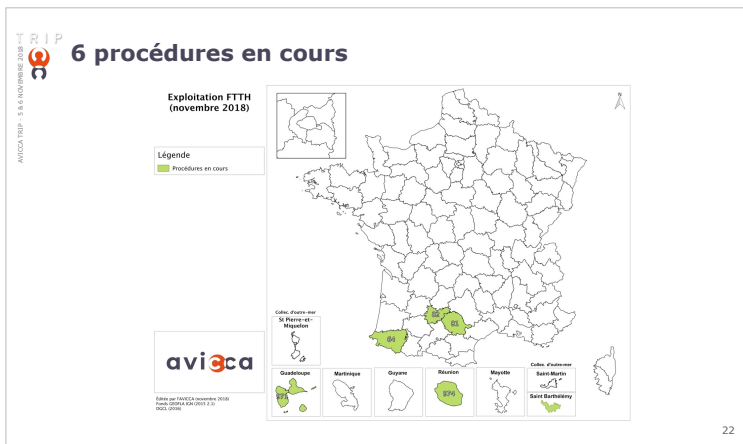
Le regroupement de ces réseaux sur une même carte montre que pas moins de 90 territoires sont couverts par des RIP 2G en exploitation ou en cours de déploiement. Les zones hachurées représentent les collectivités qui sont parties sous forme d'AMEI (à distinguer des AMEL...).



Principaux exploitants de RIP

Le récapitulatif des principaux exploitants de RIP en cours de déploiement ou d'exploitation sera disponible sur le site de l'Avicca. Constamment remis à jour, ce synoptique est intéressant car il permet aussi de visualiser les RIP de 1^{ère} génération, toujours présents et très actifs sur les territoires, et qui participent au bilan des RIP, notamment sur la BLOD.

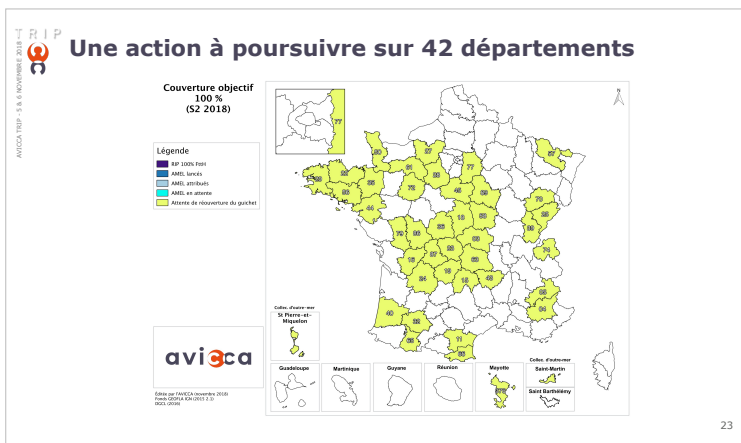
Cela permet également de voir d'autres opérateurs de taille plus réduite positionnés par exemple sur les technologies radio : Nomotech et Alsatis notamment.



6 procédures en cours

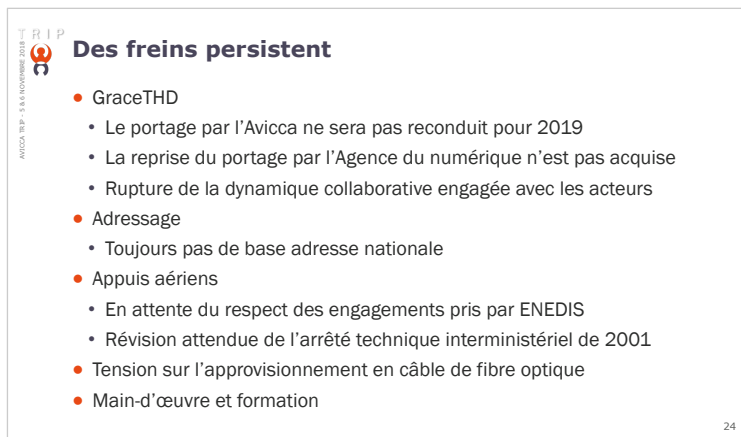
Il ne reste à ce jour que 6 procédures en cours dont certaines devraient aboutir très prochainement. D'autres ont été lancées ou vont l'être prochainement, mais elles correspondent à une seconde étape d'une première initiative de RIP 2G et, à ce titre, n'apparaissent pas sur cette carte (par exemple l'Eure).

Un certain nombre d'appel d'offres sont également en cours sur des technologies radio, notamment dans le cadre de renouvellements de marchés.



Une action à poursuivre sur 42 départements

Après cette présentation des attributions et des dernières procédures en cours, il est important de rappeler que c'est loin d'être fini. Il reste 42 départements pour lesquels l'action doit être poursuivie. Et c'est bien pour ces territoires, pour leur permettre d'assurer une couverture correspondante aux engagements du gouvernement, qu'il faut une réouverture du guichet, et donc mettre un terme à la procédure AMEL.



Des freins persistent

Des freins persistent aujourd'hui et compliquent les actions de déploiement.

Le premier concerne GraceTHD. Nous avons là une démarche qui a été poussée par les collectivités et qui s'inscrit totalement dans les travaux d'industrialisation et d'harmonisation qui ont été portés et menés par l'ensemble des acteurs et par la Mission Très haut débit dès 2015. Le modèle est mis en œuvre sur le terrain, il est cité dans les conventions de financement de la Mission Très haut débit, il est reconnu par les acteurs comme étant un élément clé du respect des engagements pris au niveau national...

Et il n'est aujourd'hui pas possible pour le gouvernement d'assurer une reprise des financements portés par quelques collectivités depuis 4 ans... C'est un peu incompréhensible. Nous sommes donc actuellement en attente d'un arbitrage sur la possible allocation d'une somme de 300 000 euros nous permettant d'assurer et de prolonger le portage sur l'année 2019.

Comme indiqué en fin 2017, l'Avicca ne resolicitera pas ses membres pour financer le portage sur 2019. Le risque est donc grand de voir cette construction collective stoppée net à la fin de l'année.

À l'opposé, nous n'avons toujours pas de base adresse nationale malgré le projet de BAN. Ce qui occasionne beaucoup de problèmes lors des déploiements.

Concernant les appuis aériens, nous participons à tous les travaux menés par l'Arcep avec Enedis et nous attendons avec impatience le respect et les effets des engagements pris par Enedis pour favoriser l'utilisation des appuis aériens. Il faut maintenant que les engagements pris en début d'année se traduisent concrètement sur le terrain.

Pour ce qui concerne la révision de l'arrêté technique de 2001, nous espérons cette fois une avancée rapide des travaux.

Je n'insisterai pas sur les deux points suivants qui ont été soulevés à de nombreuses reprises et impactent fortement le déploiement des RIP : les problèmes de tension sur l'approvisionnement en fibre optique qui auraient tendance à s'amenuiser, et les problèmes de main-d'œuvre et de formation qui sont toujours réels.



Les actes
Observatoire des RIP



Merci

Contact



Thierry JOUAN
Délégué général adjoint
thierry.jouan@avicca.org



Avicca
01 42 81 59 99



www.avicca.org

Merci